



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

budget

Question au Gouvernement n° 1036

Texte de la question

POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

M. le président. Nous commençons par une question du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

La parole est à M. Martial Saddier.

M. Martial Saddier. Monsieur le Premier ministre, au-delà du sort malheureux de votre ex-ministre de l'écologie, c'est la question de votre majorité parlementaire qui est dorénavant posée.

Mme Batho, avec innocence, a eu le courage de dire publiquement que vous avez tout simplement sacrifié la politique environnementale. D'ailleurs, hier, beaucoup de députés de la majorité ne se cachaient pas pour dire qu'elle avait eu raison de déclarer que le projet de budget pour 2014 était un mauvais projet de budget.

Alors qu'il y a presque un an, en ouverture de la conférence environnementale, François Hollande déclarait vouloir faire de la France la nation de l'excellence environnementale, le choix que vous avez fait hier, après l'éviction de Mme Bricq l'an dernier, est un très mauvais signal : il démontre que, décidément, l'écologie n'a pas sa place au sein de ce gouvernement.

Très rapidement, nous saurons si les Verts, encore dans votre majorité, auront le même courage que Mme Batho. Par votre décision, c'est un véritable affront que vous leur avez infligé. Nous verrons de quel bois ils sont faits, s'ils sont de ceux qui courbent l'échine, ou de ceux qui sont prêts à vendre leur âme pour un strapontin.

(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)

Monsieur le Premier ministre, en sacrifiant Mme Batho, vous pensez peut-être avoir commis votre premier acte d'autorité depuis un an. Mais il s'agit plutôt d'un acte arbitraire, et, pour tout dire, d'un acte de faiblesse : nous ne vous avons pas vu aussi téméraire face à M. Peillon ou M. Montebourg ! *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.)*

Monsieur le Premier ministre, seriez-vous fort avec les faibles et faible avec les forts ? *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)* Si tel est le cas, ce n'est pas à nos yeux, ni à ceux des Français, la marque d'un chef ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. Monsieur le député, je ne crois pas que vous soyez complètement novice en politique ; peut-être même êtes-vous élu local. Vous savez donc que le budget est l'un des actes majeurs d'un gouvernement et de sa majorité.

Dans un conseil municipal, si l'on exerce des responsabilités dans l'exécutif et que l'on ne vote pas le budget, on quitte immédiatement le gouvernement municipal. Il en est de même s'agissant du gouvernement de la France : l'acte budgétaire est un acte central.

J'avais du respect pour Mme Batho : c'est moi-même qui lui avais proposé d'entrer au Gouvernement et d'exercer cette fonction. Je lui garde évidemment toute mon estime. Mais si elle estime que le budget, qui a été préparé avec elle, n'est pas un bon budget et qu'elle le dit publiquement, cela pose un problème politique, un problème de cohérence et un problème de solidarité gouvernementale. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé la démission de Mme Batho au Président de la République. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)*

Mesdames et messieurs les députés, l'environnement, comme la politique de transition énergétique, n'est pas une variable d'ajustement. Il est au cœur du projet du Président de la République. Mais il est une règle que

chacun doit comprendre : dans un gouvernement, il n'y a pas deux politiques. Le Président de la République l'a rappelé lors de sa dernière conférence de presse : il n'y a qu'une ligne au Gouvernement.

M. Thierry Solère. Et Montebourg ?

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. Au sein du Gouvernement, dans les discussions entre les ministres et le chef du Gouvernement, la parole est totalement libre, elle est nécessaire, le débat est total. Mais une fois la décision prise, la solidarité gouvernementale s'impose. C'est la base de notre crédibilité, de notre respect du citoyen ; c'est la base de notre efficacité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Martial Saddier](#)

Circonscription : Haute-Savoie (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1036

Rubrique : Ministères et secrétariats d'état

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 juillet 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 juillet 2013](#)